

la Gazette

des communes • des départements • des régions

AVEC CE NUMÉRO

L'essentiel
de l'action
communale



**Le boom des ruches
en ville, une menace pour
la biodiversité p. 40**

Municipales

Ce que mijotent les futurs
maires écolos

p. 6

Egalité professionnelle

Les femmes, grandes perdantes
de la crise sanitaire

p. 22

Recrutements

De nouvelles méthodes
pour attirer les talents

p. 32

POURQUOI ?

Devenues des sanctuaires pour des abeilles domestiques malmenées par l'agriculture intensive, les villes accueillent un nombre croissant de ruches. Parfois jusqu'à l'excès.

POUR QUI ?

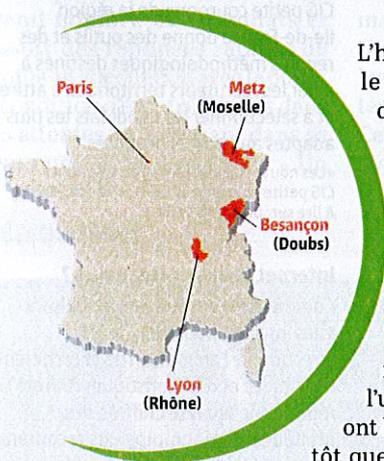
Des communes commencent à entendre le message des écologues et à encadrer l'activité apicole, pour protéger d'autres pollinisateurs, telles les abeilles sauvages.

COMMENT ?

Faute d'outils adaptés, difficile d'agir au-delà de l'espace public. La végétalisation reste le meilleur moyen de mettre tout le monde d'accord.

Agriculture

Le boom des ruches en ville, une menace pour la biodiversité



L'homme n'y va jamais avec le dos de la cuillère. Et depuis quelques années, collectivités, apiculteurs amateurs et entreprises n'arrêtent plus d'installer des ruchers en ville. Les colonies d'abeilles y trouvent l'air plus frais, en particulier dans les communes qui limitent l'usage des tondeuses et qui ont banni les pesticides plus tôt que les autres. Les jardins publics sont devenus des refuges de biodiversité pour des insectes qui, en milieu rural, sont décimés par la monoculture intensive. A vouloir bien faire, n'est-on pas allé un peu loin dans certains territoires ?

Peut-être, si l'on en croit la difficulté qu'ont désormais d'autres insectes pollinisateurs à trouver les ressources florales dont ils ont besoin pour s'alimenter. « Introduire une espèce dans un écosystème n'est jamais anodin », souligne Benoît Geslin, enseignant-chercheur à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale. Attention, donc. D'abord érigée en sentinelle de l'environnement, l'abeille à miel ne doit pas devenir un nouveau symbole de la monoculture. En ville cette fois-ci.

Même dans les territoires qui commencent à prendre conscience du problème, parler d'un virage



AVANTAGE

Les abeilles sont des « sentinelles de l'environnement » : leur état de santé en dit long sur celui de la flore d'un territoire.



INCONVÉNIENT

Trop nombreuses, elles entrent en compétition pour accéder à la ressource de pollens, ce qui nuit d'abord aux espèces sauvages.

à 180 degrés serait exagéré. « L'enjeu est de trouver un équilibre », note Marylin Molinet, conseillère déléguée à la biodiversité sortante à Metz (116 400 hab.). Pour cela, il faut intégrer le fait que l'abeille domestique est une espèce parmi d'autres. Il en existe 970 en France, 20 000 dans le monde. L'extrême majorité d'entre elles sont solitaires ou pseudo-socialisées : elles partagent le même habitat mais sans division du travail. Moins bien organisées par conséquent que les colonies de plusieurs dizaines de milliers d'individus qui peuplent

les ruches et communiquent parfaitement quand elles découvrent une ressource mellifère abondante.

À CHAQUE QUARTIER SA STRATÉGIE

Sur le papier, le combat semble déloyal. Dans les faits, « méfions-nous des conclusions hâtives. En écologie, il faut utiliser les bons mots. Ce que l'on a prouvé, c'est que lorsqu'il y a beaucoup de ruches, on trouve moins d'espèces sauvages qui viennent butiner. Le lien de cause à effets doit être étudié », insiste Benoît Geslin.

Plusieurs écologues s'y attellent. Mais si la rigueur scientifique est une chose, la politique publique en



Les toits des villes deviennent un outil de communication, ici, l'installation de ruches sur le toit de l'hôtel de la région Paca à Marseille.

C. ALMODOVAR/DIVERGENCE

est une autre. Et en attendant des recherches plus poussées, il y a urgence à prendre des décisions. L'autorégulation devrait faire une part du travail puisque les apiculteurs ont eux-mêmes pris conscience que les rendements avaient tendance à plafonner quand ils sont trop nombreux. Cela ne suffira pas. A Paris (2,19 millions d'hab.), en particulier, on estime que la densité est de dix ruches au kilomètre carré, quand la moyenne nationale s'établit à 2,5, un seuil qu'il paraît raisonnable de ne pas dépasser.

Encore faut-il être capable dans chaque commune de dresser un état des troupes. Jusqu'à 2017, seuls les ruchers de plus de dix colonies étaient recensés. Encore aujourd'hui, «il faut plus de rigueur dans les déclarations», note Anastasia Chambraud, responsable des opérations de l'association Happyculteur dont l'objectif est de faire découvrir l'apiculture urbaine. En attendant, Lyon (516100 hab.) recense par exemple avec les moyens du bord. L'enjeu est important puisqu'une étude baptisée «Urbanbees» a montré qu'environ 260 espèces d'abeilles étaient présentes dans la capitale des Gaules.

Des décisions concrètes ont déjà été prises. «On a limité l'accès à l'espace public et supprimé plusieurs

«J'essaie de discuter avec ceux qui veulent installer de nouvelles colonies. La ville est saturée.»

Alain Giordano, adjoint sortant au maire de Lyon

ruches au parc de la Tête d'or car on en a dénombré plusieurs en périphérie, détaille Alain Giordano, adjoint sortant chargé des espaces verts et de la biodiversité. Parallèlement, j'essaie de discuter avec ceux qui veulent installer de nouvelles colonies. La ville est largement saturée, même s'il reste quelques secteurs, comme le quartier Montchat, où l'on a davantage de marge.» Les zones périurbaines sont généralement moins prisées... Une leçon pour les intercos qui veulent installer des ruches. Leur projet n'est pas forcément à remiser aux oubliettes, mais elles devront faire un état des lieux et, le plus souvent, privilégier la périphérie au centre.

NE PAS JETER LE BZZZ AVEC L'EAU DU BAIN

Les prises de consciences de Lyon, Metz ou Besançon (lire p.42) restent des exceptions. Les entreprises qui ont développé des offres clés en main pour implanter des ruches et en faire des outils de communication n'ont guère intérêt à relayer les études scientifiques sur le sujet. Et «même parmi les élus dont on ne peut pas remettre en cause la fibre écologique, beaucoup se moquent de cette question qu'ils ne prennent pas au sérieux», regrette Alain Giordano. Enfin, «nos apiculteurs sont généralement des personnes très sensibles à l'environnement, mais le monde est plein de contradiction et, sur ce sujet, il est parfois compliqué de discuter», poursuit-il. Lui comme d'autres militent pour que chaque ruche fasse l'objet d'une demande d'autorisation afin que l'on ne dépasse pas des

●○○ seuils à définir selon la ressource mellifère. Un pouvoir attribué directement aux communes? Pas forcément. «Les maires ne sauront pas tous ce qu'il faut faire», anticipe Marylin Molinet.

Gare à la portée symbolique d'une telle décision. Personne ne veut bien sûr que l'apiculture soit tout à coup considérée comme une activité nuisible. «On ne doit pas oublier les raisons qui nous ont poussés à installer des ruches, insiste Anastasia Chambraud. Les villes offrent un environnement plus sain pour les colonies d'abeilles et la production locale de miel. C'est un outil pédagogique essentiel pour aider les citoyens à comprendre les enjeux écologiques.» Si certains territoires n'échapperont pas aux interdictions ou, tout du moins, au contrôle, la plupart des autres doit donc, en premier lieu, chercher à multiplier les ressources à polliniser pour l'ensemble des insectes. «Chaque mètre carré redonné au sol est une bonne solution», insiste Benoît Geslin.

BIENVENUE AUX POLLINISATEURS EN TOUT GENRE

Metz s'est efforcé en 2019 de s'interroger sur la meilleure manière de s'y prendre. Son programme Sésame a évalué de nombreux végétaux à partir de plusieurs critères, comme la résistance au changement climatique ou au stress hydrique, mais aussi «la capacité de l'espèce à produire un nectar et un pollen, à la fois en quantité et en qualité, susceptible d'attirer les pollinisateurs». Certains arbres et arbustes sont «très favorables aux abeilles sauvages», dixit Marylin Molinet, qui n'oublie pas que la biodiversité est, par définition, la diversité des formes du vivant et qui se garde bien, par conséquent, de citer une variété en particulier. Certaines espèces ont, en revanche, des fleurs peu nourricières, voire toxiques, comme le tilleul argenté très implanté dans la plupart des villes car il résiste à la sécheresse.

A Paris comme à Lyon, une autre piste a été suivie avec des permis de végétaliser institués pour encourager les habitants à investir le domaine public le long de murs ou autour d'arbres avec des espèces florales mellifères... A la ville le soin de retirer une partie du bitume, de mettre du terreau et de distribuer quelques graines. Aux particuliers celui d'entretenir l'espace mis à sa disposition. De quoi augmenter la taille du gâteau à se partager entre pollinisateurs. Gare, bien sûr, à ne pas utiliser ce type de mesures pour fermer les yeux sur les sujets qui fâchent. ●

Olivier Descamps

«La production locale de miel est essentielle pour aider les citoyens à comprendre les enjeux écologiques.»

Anastasia Chambraud, responsable des opérations d'Happyculteur

Besançon (Doubs) 116 000 hab.

Du dialogue et des fleurs



SAMUEL LELIÈVRE, directeur des espaces verts

C'est à Besançon que se sont tenues en 2018 les premières assises nationales des insectes pollinisateurs en ville, initiative reconduite à Lyon en 2019. «On ne sort pas d'un tel rendez-vous en se disant qu'il faut tirer à boulets rouges sur les ruches, insiste Samuel Lelièvre, directeur des espaces verts de la ville. On doit juste comprendre que les abeilles domestiques ne sont pas l'alpha et l'oméga de la pollinisation. On les a utilisées comme un symbole de la lutte contre les pesticides et c'est tant mieux. Mais on a besoin d'aller plus loin.»

A Besançon, la protection des abeilles sauvages danse bien sur ses deux pieds. D'un côté, des discussions avec les apiculteurs, des zones sanctuaires pour que l'abeille domestique ne prenne pas trop de place, la régulation des transhumances qui permettent d'obtenir des miels spéciaux mais perturbent l'écosystème. De l'autre, un travail sur la nature en ville: flore spontanée, vergers, jardins familiaux... «Les deux mois de confinement de nos tondeuses nous ont montré les bénéfices pour l'ensemble des colonies d'insectes. On va encore décaler voire supprimer un maximum de tontes sur la strate herbacée», poursuit Samuel Lelièvre. Dans les haies, les arbustes qui ont de grandes capacités florales devraient parallèlement remplacer les espèces horticoles dont on a abusé au fil du temps. Au revoir chênes, tilleuls... bonjour prunelliers, aubépines...

Contact

Samuel Lelièvre, samuel.lelievre@besancon.fr